

Le peuple syrien bâillonné par Assad... et son opposition

Les négociations de Genève entre le régime syrien et ses opposants comptent une multitude de participant-e-s et de parrains plus ou moins discrets (la Russie, les Occidentaux, la Turquie, l'Arabie Saoudite et les pays du Golfe et, en coulisse, l'Iran et l'Irak).

Mais le seul absent de cette grande messe... c'est le peuple syrien lui-même. Il y a trois ans, de grandes manifestations populaires s'étaient déroulées contre la dictature de Bachar-el-Assad. Dans les villes, les banlieues, les villages des millions de personnes étaient descendues dans la rue, dans la foulée des révolutions arabes qui avaient déjà ébranlé la Tunisie et l'Egypte. La sanglante répression qui s'en était suivie avait contraint nombre de civils syriens à prendre les armes, à organiser des comités populaires, à commencer à s'organiser pour gérer leurs régions lorsque ces dernières étaient complètement coupées du pouvoir central.



Mais rapidement des transfuges du régime baasiste (officiers et sous-officiers, magistrats, hauts fonctionnaires etc.) et des politiciens en exil ont pris la tête du mouvement d'opposition en affirmant que le seul moyen de vaincre Assad était de constituer une armée forte et de laisser les militaires rebelles contrôler la vie civile.



Le mouvement populaire s'est éteint peu à peu et le conflit a pris la forme d'une guerre de tranchées où la seule chose qui comptait était d'avoir des armes. L'Armée Syrienne Libre a alors été appuyée par les Occidentaux qui ne voulaient pas entendre parler de mouvement révolutionnaire. De plus elle était minée de l'intérieur par les rivalités internes entre clans et cliques, tout comme d'ailleurs la Coalition Nationale Syrienne qui fait office de gouvernement en exil. Quant à l'Arabie Saoudite et les Etats du Golfe ils ont commencé à financer des groupes djihadistes qui reprochaient principalement à Assad d'être alaouite (chiite) et trop... laïc. Sans même parler des groupes directement liés à Al Qaïda.

Dans ces conditions, une fois brisé l'élan révolutionnaire, Assad a pu plus ou moins garder la main sur toute une partie de la population.

Aujourd'hui Russes et Américains souhaitent que le conflit s'arrête car il est en train de déstabiliser sérieusement les pays voisins. Y parviendront-ils ? Nous n'en savons rien. **Mais ce que nous savons, par contre, c'est que malgré son abnégation et ses 160 000 morts le peuple syrien est le grand absent de la table des négociations.**



Sommaire :

Page 1 : Le peuple syrien bâillonné

Page 2 : L'idylle Hollande - Medef

Page 3 : "Anglet, à gauche toute !"

Page 4 : Anglet - 1er tract d'une campagne

Page 5 : Pays Basque - démarche unilatérale pour la paix

Page 6 : Film - "Tel père, tel fils"

Hollande-Medef une idylle sans nuage

Dans la vie de François Hollande il est une autre idylle qui n'est pas prête de se terminer. C'est celle qui unit notre "socialiste" de Président à Pierre Gattaz, le patron des patrons. Là, comme aurait dit Sarkozy, "c'est du sérieux" et, de plus, "à titre public".

Car, pour les patrons et les exploités de tout poil, depuis la dernière élection présidentielle du printemps 2012, c'est pratiquement Noël tous les mois. Celui qui avait promis de "combattre la finance" lors de sa campagne électorale ne cesse depuis lors de faire les yeux doux et des courbettes aux banquiers, aux capitaines d'industrie et autres spéculateurs.

De "crédit compétitivité emploi" en "pacte de responsabilité", de "choc de simplification" en "tva sociale" le scénario est toujours le même. On prend dans la poche des plus pauvres, on augmente les impôts, on baisse les charges et les obligations légales et fiscales des entreprises et, si cela n'est pas suffisant, on s'attaque sans vergogne et sans retenue aux services publics.



Dans le même temps où il promettait 30 milliards de cadeaux au Medef, Hollande annonçait 50 milliards supplémentaires d'économie en trois ans en plus des 14 milliards déjà prévus en 2014. Sans être grand clerc on peut être sûr que les économies en question toucheront les hôpitaux mais pas les trusts pharmaceutiques qui font des profits faramineux sur le dos de la Sécurité sociale, les retraité-e-s mais pas les champions du CAC40, les smicard-e-s mais pas les salaires mirobolants que s'octroient les dirigeants des multinationales. On fera peut-être la chasse à l'artisan ou au petit commerçant soupçonnés de travailler parfois "au noir" mais on laissera une paix royale à celles et ceux qui ont planqué tranquillement leurs pécules dans les paradis fiscaux.



Faire mieux que la droite

Bref, sur ce plan, Hollande fera peut-être même mieux que ses prédécesseurs de droite. Quant au patronat, s'il accepte avec délice ce concubinage c'est à ses conditions : Pierre Gattaz a non seulement retiré sa proposition de créer 1 million d'emplois supplémentaires en 5 ans (il n'y croyait pas lui-même) mais, de plus, il a clairement indiqué qu'il n'était pas question que les patrons s'engagent sur des objectifs précis en matière d'emplois ou acceptent une quelconque contrainte de la part des Pouvoirs Publics. Au moins les choses sont claires : le patronat encaissera l'argent mais ne promettra rien en retour. **C'est un deal du style "pile tu perds, face je gagne".**

Quant à celles et ceux qui ont cru voir, dans les dernières propositions de notre Président, un virage vers le social-libéralisme, ils feraient bien de se procurer de solides lunettes. Car depuis le premier jour de sa prise de fonction François Hollande, secondé par Jean Marc Ayrault et appuyé par une majorité présidentielle qui est à la gauche ce que la chicorée est à l'Arabica, n'a fait que répondre aux souhaits du patronat, allant même parfois au-devant de ses demandes. Et on en connaît les conséquences : depuis son élection le nombre de chômeuses et de chômeurs a progressé de 500 000.

Et il ne s'arrêtera pas en si bon chemin... à moins que la France d'en bas se lève enfin et siffle la fin de la récréation. A nous d'y contribuer.



o
t
i
e
d
i
e

Pour la défense du droit à l'I.V.G. en Espagne signez la pétition en ligne :
<http://www.petitionpublique.fr/PeticaoVer.aspx?pi=P2014N45706>



“ANGLET A GAUCHE TOUTE” Une liste “lutte de classe” en lice

Réunion Publique
Le 28 février à 20H
à la Maison Pour Tous d'Anglet

Troisième ville du département des Pyrénées Atlantiques derrière Pau et Bayonne, Anglet (40 000 ha.) verra une liste “lutte de classe” participer au scrutin municipal de mars prochain.

Intitulée “Anglet, à gauche toute !” cette liste est le fruit d'un accord politique entre d'une part les militantes et militants du NPA local, d'autre part celles et ceux du Front de Gauche, dont le Parti de Gauche et quatre des cinq conseiller-e-s municipaux du PCF qui ont refusé de figurer sur la liste du maire sortant PS, Jean Espilondo, comme le leur demandaient leurs instances.

Au delà de nos différences, nous partageons toutes et tous le même constat : la politique actuelle menée par le Président et le gouvernement “socialistes” n'est en rien différente de celle de la droite et ne vise qu'à donner satisfaction au patronat.

Sur le plan local, après cinq ans de mandat, la municipalité “de gauche” continue de faire la part belle au privé (Bouygues, Veolia, Lyonnaise des Eaux) alors que, dans le même temps, son bilan est plutôt maigre sur des questions cruciales comme le logement social ou le tourisme populaire.

Nous partageons aussi le sentiment que “pour que ça change” c'est aux travailleuses et aux travailleurs - et plus largement à l'ensemble des hommes et des

femmes des classes populaires - de prendre leur destinée en main notamment par leur auto-organisation dans les HLM, les quartiers, les entreprises, les usines.

Une opposition ouvrière et populaire

C'est à partir de là que doit se construire une véritable opposition ouvrière et populaire au Medef et à ses fondés de pouvoir du monde politique, qu'ils soient de droite comme de gauche. C'est de là que viendront les véritables initiatives et changements dans la vie quotidienne de la population laborieuse et non des combinaisons au sommet, électoralistes ou autres, visant à recréer une nouvelle mouture d'Union de la Gauche, au Parlement ou ailleurs.

Un tel mouvement ne peut se créer qu'en faisant front résolument contre la politique du tandem Hollande-Ayrault et en gardant sa complète indépendance politique et électorale à l'égard du Parti socialiste, toutes tendances confondues.

“Aujourd'hui, dans de nombreux secteurs, des travailleuses et des travailleurs entrent en lutte pour défendre leurs emplois, leurs salaires, leurs conditions de travail. Mais ces luttes restent le plus souvent isolées et éparpillées alors que, face aux at-

taques qui se multiplient contre le monde du travail, l'heure est à la préparation d'une riposte d'ensemble contre le gouvernement et le Medef. A notre modeste échelle nous voulons être partie prenante dans cette préparation”, affirme la Charte programmatique de notre liste signée par ses trois composantes



Non, la crise, le chômage, la précarité, la misère ne sont pas des fatalités. Ce sont les sous-produits d'un système capitaliste qui exploite et opprime les plus faibles, détruit l'environnement, défigure la planète, suscite les guerres et conduit le monde droit dans le mur. C'est avec ce système qu'il faut en finir.

Voilà quel sera le message d “Anglet, à gauche toute !” dans cette campagne. Un message d'espoir dans la capacité du prolétariat de pouvoir se libérer de ses chaînes en libérant du même coup l'Humanité toute entière. Car comme le proclamait fort justement la devise de la Première Internationale ouvrière : “L'Emancipation des travailleurs sera l'oeuvre des travailleurs eux-mêmes”.



Anglet à gauche toute

LISTE DE RASSEMBLEMENT ANTICAPITALISTE

pour les élections municipales de 2014 soutenue par
des militant-e-s du Front de Gauche (FdG) et du Nouveau Parti Anticapitaliste (NPA)

Une liste qui agisse comme porte-parole du monde du travail, de ses revendications et de ses luttes, une liste au service des classes populaires et des couches les plus modestes de la population, une liste pour la rupture avec le capitalisme, ce système qui mène l'ensemble de la société droit dans le mur.

A Anglet, comme ailleurs, les élections municipales relèvent d'un enjeu national car la politique de la ville est étroitement liée à celle de l'Etat.

Le gouvernement Hollande-Ayrault mène la même politique antisociale qu'un gouvernement de droite. Nous nous opposons à cette politique. La majorité municipale sortante la soutient et l'applique, c'est pourquoi nous nous présentons en totale indépendance pour défendre nos idées.

Nous voulons l'interdiction des licenciements, partager le travail entre toutes et tous sans diminution de salaire, une augmentation générale des salaires et des retraites. De l'argent il y en a en prenant sur les profits des grandes entreprises et de la finance, en arrêtant les exonérations de cotisations et autres cadeaux faits au patronat.

Nos priorités au plan municipal sont celles de la majorité de la population :

- Le logement social.

Il représente à peine 12% du parc immobilier à Anglet. Il est impératif que ce soit l'urgence n°1.

- Les services publics.

Les transports en commun au niveau de l'agglomération doivent être développés ; il faut revenir en régie publique, et la gratuité doit être mise en place.

L'eau, bien public, doit être sous gestion publique et distribuée à prix coûtant.

- Impôts

Il faut modifier le système actuel, favorable aux riches.

- La démocratie participative

Nous sommes pour des comités de quartier, indépendants de la mairie.

Tout projet d'importance doit être mis en débat puis soumis à référendum.

Nous défendons les droits démocratiques au Pays Basque

- Pour la culture et la langue basques

Pour le soutien à ses associations, à son enseignement et aux initiatives publiques qu'elle génère. De même en ce qui concerne **le gascon**.

Pour le soutien aux ikastola et aux classes bilingues de l'Enseignement public.

- Pour une consultation de la population sur la collectivité territoriale qui serait un premier pas vers la reconnaissance institutionnelle du Pays Basque.

- Vers la paix au Pays Basque

Pour le respect des droits des prisonnier-e-s et exilé-e-s politiques basques.

Pour en finir avec la répression.

AIDEZ NOUS POUR QUE ÇA CHANGE !

- En participant à la distribution de tracts dans votre cité, votre immeuble.

- En organisant chez vous une réunion avec quelques ami-e-s où nous pourrions venir discuter et échanger.

- En participant à notre liste "**Anglet à gauche toute !**" pour défendre ce programme lors des élections municipales.

- En apportant une contribution financière, même modeste, à notre campagne.



KAPITALISMOAREN KONTRAKO ZERRENDA

2014 eko herriko etxeko hauteskundetarako,
Front de Gauche eta NPAk sostengaturik

Lan munduko bozeramailea izan nahi du gure zerrendak, eskakizun eta borroken bozeramaile, jendarteko xumeenen eta langilen serbitzuko, peko errekarra garamatzan kapitalismoarekin bukatzeko.

Angelun bestetan bezala, hauteskundeak apostu nazionalak izanen dira, hiriarri buruzko politikak, estadoanarekin zerikusia izanez.

Hollande-Ayrault gobernuak, eskuineko gobernuak bezalako politika antisoziala darama. Angeluko gehiengoak sostengatzen eta bideratzen duen horrelako politikaren kontra gaude. Hortako aurkezten da gure zerrenda, independentzia hutsean, gure ikusmoldeen plazaratzeko.

Enpresetarik kanporatzeak debekatzea, lana eta enpleguak denen artean partikatzea, soldadak behitatu gabe bainan alderantziz, emendatzea, erretiroaren soldata bezala galdatzen dugu.

Dirua badago enpresen etekinetan, finantzaren munduan eta nagusieri onartu oparietan ala kotizazioak ezabatuz.

Gure lehentasunak jendartearen gehiengoarenak dira :

- Bizitegi zozialak

Angeluko bizitegien %12 a dira gaur egun : eskasegi.

Guretzat lehentasuna izanen da hoiere eraikitzea.



- Zerbitzu publikoak

Garraio publikoak garatu behar dira, BAB hirigune osoan, enpresa publikoaren bidez eta dohainik.

Urak ere zerbitzu publikoa izan behar du eta gastu prezioan.

- Zergak

Gaurko sistema, zuzengabea eta pizuegia dena xumeenentzat aldatu behar da.

- Demokrazia partaliera :

Auzoetan komiteak sortzea nahi dugu, herriko etxetik bereiz.

Erabaki nagusiek eztabaidatuak izan behar dute eta erreferendumaren bidez trenkatuak.

Euskal herriaren aldeko eskubide demokratikoak zaindu nahi ditugu

- Kultura eta hizkuntza

Elkarteak eta erakaskuntza lagunduz, halaber gaskoinarentzat.

Ikastolak sostengatuz, irakaskuntza publikoko gela elebidunak bezala.

- Lurralde elkargoari buruzko galdeketa alde gira, Euskal Herriarentzat instituzio baten onartzeari buruzko lehen urratsa.

- Bakea euskal herrian :

Euskal presoaren eskubideen bermatzea, iheslarien etxerat itzultzea eta errepresioaren gelditzea eskatzen dugu.

LAGUN GAITZAZUE !

- Gure paperrak banatuz zuen bizi gunetan.

- Bilkurak antolatuz lagun artean.

- Gure zerrenda lagunduz diruz edo bestela.

PROCESSUS de PAIX

Une démarche toujours unilatérale

Le 28 décembre dernier, l'EPPK (Collectif des prisonniers politiques basques) a de fait accepté lors d'une déclaration publique la loi pénitentiaire espagnole. C'est à titre individuel, au cas par cas, que les prisonnier-e-s (presos) négocieront les aménagements possibles de leurs peines, par exemple la question du rapprochement dans des prisons du Pays Basque, ou la sortie de prison pour celles et ceux qui peuvent bénéficier de libération conditionnelle, ou sont gravement malades...

Le collectif déclare renoncer à l'usage de « la méthode utilisée dans le passé », reconnaît « la souffrance et les dommages multilatéraux générés en conséquence du conflit » et s'engage à utiliser « les voies et les méthodes politiques et démocratiques ». EPPK suit les

de paix. Le prochain sera-t-il sa dissolution ?

Répression accrue

La réponse de l'Etat espagnol n'a pas tardé. Une semaine plus tard, sur ordre de l'Audiencia nacional, la Garde civile a arrêté huit interlocuteurs d'EPPK, dont deux avocats. Ils sont accusés d'être la courroie de transmission entre la direction de l'ETA et les militants emprisonnés et donc « d'appartenir à l'organisation terroriste ». Ils ont été placés en détention. Bake Bidea (Le Chemin de la Paix), mouvement du Pays Basque Nord qui œuvre à la résolution du conflit, s'est élevé une nouvelle fois contre la répression, soulignant que « l'arrestation d'avocats touche aux droits fondamentaux de la défense en matière pénale et au droit à un

définitif de la lutte armée il y a déjà deux ans et demi.

L'Audiencia nacional n'en est pas resté là. Le procureur a en effet interdit la manifestation appelée pour le 11 janvier à Bilbao par le collectif "Tantaz tanta" (Goutte à goutte) estimant qu'il n'était qu'une résurgence de Herriera (mouvement de soutien aux presos) lui-même interdit en octobre dernier. Pour la troisième année consécutive, l'exigence du rapprochement des presos au Pays Basque devait être portée dans la rue en ce début d'année. Mais cette fois l'interdiction est tombée, trois jours avant. L'Etat espagnol répond de façon invariable par la répression aux initiatives du mouvement abertzale en faveur de la paix. Voudrait-il provoquer la reprise de la lutte armée qu'il ne s'y prendrait pas autrement. Mais, envers et contre tout, les abertzale maintiennent le cap et, bien que de façon unilatérale, construisent le processus de

paix.

Manifestation monstre

A peine l'interdiction de la manifestation prononcée, la gauche indépendantiste et le Parti Nationaliste Basque (PNV), qui depuis 15 ans n'avaient pas manifesté ensemble, prenaient la suite de Tantaz tanta et appelaient à manifester le même jour cette fois en faveur du processus de paix. Le changement de mot d'ordre muselait Madrid qui n'a pas osé interdire. Et ce sont entre 110 000 et 130 000 personnes qui ont participé au rassemblement du 11 janvier. Une marée humaine a envahi les rues de Bilbao, véritable démonstration de force face à l'Etat espagnol. La rue a répondu à la répression, de façon massive et déterminée.

C'est bien la voie à suivre : poursuivre et étendre la mobilisation pour contraindre les Etats espagnol et français à s'engager dans la voie de la résolution politique du conflit basque.



Forum Pour la Paix

le 1er mars de 9h à 13h30

à la Faculté de Bayonne, place St André

organisé par

Lokarri, la Faculté pluridisciplinaire de Bayonne, Bake Bidea

recommandations des médiateurs internationaux du Forum social. C'est là un nouveau pas de l'ETA pour faire avancer le processus

procès équitable, droits pourtant garantis par des conventions internationales ». Rappelons que l'ETA a annoncé l'arrêt



FILM

Tel père tel fils

(Soshite chichi ni naru) de Hirokazu Kore-Eda

Ce film, qui a remporté le prix du Jury au festival de Cannes 2013, raconte l'histoire de deux familles dont les fils respectifs, âgés de 6 ans, ont été échangés dans une maternité lors de leur naissance, un sujet déjà traité dans « La vie est un long fleuve tranquille » d'Etienne Chatiliez, mais ici dans une version plus dramatique.

Dans la première famille, qui appartient à la classe moyenne, le père Ryoata (Masaharu Fukuyama, chanteur pop très célèbre au Japon) est un architecte particulièrement perfectionniste, d'avantage préoccupé par son travail de « salaryman » que par son rôle de père. Mais il voudrait que son fils, Keita (Keita Ninomiya), lui ressemble plus au niveau du caractère. La mère, plutôt effacée, Midori (Machiko Ono) est, elle, femme au foyer et s'occupe de l'éducation du jeune garçon, un enfant très sage.

La seconde famille, plutôt modeste et assez bohème, compte trois enfants dont le fils échangé, Ryusei (Shogen Hwang), est un gamin déluré et joueur. Le père Yudai (Lily Franky), pas très vaillant, tient une boutique où il effectue des petites réparations électriques, et la mère, Yukari (Yôko Maki), s'occupe de la maison.

L'écart social entre les deux familles est donc particulièrement important. Aussi, lors de l'annonce de l'échange des bébés, c'est la foudre qui s'abat, en particulier sur Ryoata, qui comprend alors pourquoi Keita ne lui ressemble pas. Et, d'une certaine façon, il en est plutôt « rassuré » ! Quant à Midori elle s'interroge sur le fait qu'elle n'ait rien vu et rien senti.

« Je suis pourtant une mère », dit-elle.



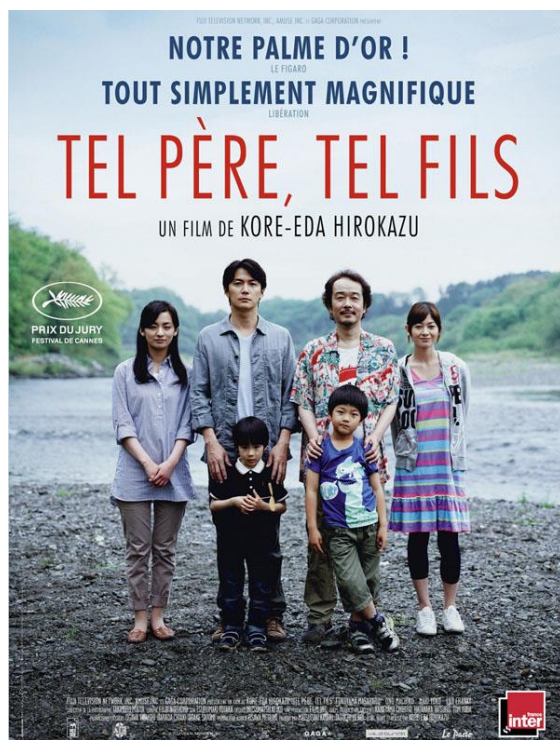
Une charge émotionnelle très forte

Pas de drame ni de déchirement (du moins en apparence), car nous sommes ici au Japon. Les deux familles se rencontrent à plusieurs reprises, discutent et s'observent. La famille modeste calcule quelle somme elle pourrait récupérer au titre de l'erreur médicale, tandis que Ryoata contacte un avocat car il souhaiterait récupérer les deux enfants en « rachetant » son fils biologique, ce qui horrifie la famille de Ryusei. Finalement chaque enfant est "échangé" les fins de semaine.

La charge émotionnelle de ce film est très forte. Il semblerait que ce que veut démontrer Hirokazu Kore-Eda dans ce film est que tant l'instinct maternel que paternel n'existe puisque chaque parent souffre de la séparation d'avec son « enfant ». En effet, faut-il échanger son enfant au nom des liens du sang ? Quel est le poids des attachements génétiques face aux liens que crée le temps passé ensemble ? Qui est notre enfant : celui que nous avons enfanté ou celui qui a grandi avec nous au fil des années ?

C'est tout le cheminement que va faire Ryoata, montré à travers des gestes, des visages et de divers détails plutôt qu'exprimé explicitement par la parole. Finalement, au travers les bouleversements de sa vie, il va devenir réellement père et reconnaître que Keita est son « fils ». Le dialogue entre eux à la fin du film est particulièrement émouvant.

**C'est la rencontre entre un père et son fils,
c'est la naissance d'un père !**



Pour toutes vos commandes... faites vivre une librairie militante !

librairie
la-breche.com

27, rue Taine - 75012 PARIS ☎01.49.28.52.44
@contact@la-breche.com